

RASSEMBLEMENT NATIONAL

DOUBLE LANGAGE

FAUX VISAGE

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL
HAÏT LES SYNDICATS



Le rassemblement national hait les syndicats

Faire la peau aux syndicats est une obsession historique de l'extrême droite. Le RN a de nombreuses fois manifesté sa profonde aversion envers les syndicats de salariés en général, et la CGT en particulier. **Pour le RN, l'action syndicale démocratique est un facteur de désordre qu'il faut au pire mater, au mieux éliminer.**

En 2010, Marine Le Pen traitait les manifestants et les grévistes qui luttait contre la retraite à 62 ans de "gréviculteurs" et "d'émeutiers". Sa nièce Marion Maréchal-Le Pen n'était pas en reste, puisqu'elle aboyait que les manifestants n'étaient que des violents "crasseux" qui s'habillent "en pyjama" et qui passent leur temps à faire la grève. Des fainéants qu'on vous dit !

Lors des manifestations contre la loi El Khomri en 2016, [Marine Le Pen réclamait sur Europe 1 l'interdiction de toutes les manifestations pour faire cesser « le désordre ».](#)

A chaque mouvement social, **le clan Le Pen exprime tout le dégoût que lui inspire l'organisation des travailleurs autour des syndicats.** [Pour Louis Aliot, vice-président du parti en 2018](#) : « la grève est un système archaïque » et « les revendications de la CGT sont corporatistes ». Marion Maréchal-Le Pen : « (...) la CGT, syndicat groupusculaire, organisation d'extrême-gauche, ultimes adeptes d'une lutte des classes périmée ». Dans une vidéo sur le site du parti en 2016, Marine Le Pen disait que « **le verrou syndical est le premier verrou à faire sauter pour débloquer l'économie** » ! Donc la crise économique n'est pas à imputer au capitalisme, c'est à cause des syndicats !

[En 2019, Nicolas Bay, alors secrétaire général du FN, disait](#) : « La grève, telle qu'elle existe en France, (...) c'est un droit fondamental, d'accord, sauf que c'est une manière d'agir totalement archaïque ». **Fondamental mais archaïque... comme la constitution française par exemple ?**

Le syndicalisme est une porte d'entrée vers les salariés et ça, ça intéresse le RN...

Dans le milieu des années 1990, le FN a donc adopté une stratégie d'entrisme, et a tenté une OPA sur les syndicats des salariés.

Après ses résultats électoraux encourageants de 1995, **le FN décida d'investir le monde du travail en créant des syndicats frontistes**, essentiellement dans le secteur public : le FN transports en commun, le FN pénitentiaire, le FN police, le FN-Poste, une Fédération nationale des fonctionnaires, une



Force nationale Santé, ou encore un Mouvement pour une éducation nationale. Toutes ces organisations étaient rassemblées au sein d'une Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), qui a présenté des listes aux élections prud'homales de 1997.

La justice fut saisie par l'ensemble des organisations syndicales de salariés. Entre 1996 et 1998, [les jugements tombèrent](#) et la justice décréta qu'un syndicat « *ne peut poursuivre des objectifs essentiellement politiques ni agir contrairement aux principes de non-discrimination contenus dans la Constitution, les textes à valeur constitutionnelle et les engagements internationaux auxquels la France adhère* ». Elle précisa que « *les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leur statut* ».

En clair, **le racisme et la discrimination ne font pas partie des valeurs portées par la France et ses syndicats**, de même **qu'un syndicat ne peut avoir pour objet de porter le message d'un parti politique**. Les syndicats FN furent donc purement et simplement interdits. Fin de l'histoire, chacun chez soi.

Depuis, faute de pouvoir entrer dans les syndicats par la porte, le FN a tenté d'entrer par la fenêtre, par le biais d'individus isolés. Il s'est à chaque fois fait raccompagner à la porte par les confédérations. Chacun chez soi on vous a dit !

Alors qu'en 2007, le programme du FN dénonçait « un syndicalisme dévoyé et moribond (...), un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française », qu'en est-il en 2024 ?

Bizarrement, aujourd'hui on ne parle plus des syndicats dans le programme du RN... Pas un mot, peu de critiques dans les médias... Durant le vaste mouvement social de 2023 contre la retraite à 64 ans, les 89 députés frontistes ont observé un silence de cathédrale sur le sujet. Interpellée sur son opposition à la réforme, Marine Le Pen répondait qu'elle soutenait la lutte mais que « *manifester n'est pas dans l'ADN* » de son parti, et que la mission des députés RN était de faire avancer les choses à l'Assemblée nationale. On a vu le résultat...

Diantre... Le RN serait-il devenu un parti qui soutient les salariés en lutte ? Evidemment non, l'opération de ripolinage du RN est bien passée par là... Mais chassez le naturel, il revient au galop ! [En août 2022, Louis Alliot, maire RN de Perpignan](#), disait: « *Les syndicats sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ont toujours accompagné le désarroi des gens mais n'ont jamais réussi à s'opposer à rien. Ils ne servent à rien.* »

[Dans son programme de 2010](#), le FN prévoyait que « *des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même*



d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. ». Des syndicats constructifs, conciliants, qui ne font pas grève...

Plus tard en 2017, la proposition n° 10 du programme de Marine Le Pen visait à [casser le «monopole syndical au premier tour des élections professionnelles»](#). En d'autres termes, émietter le paysage syndical en multipliant les organisations corporatistes téléguidées par le patronat. Elle visait aussi à «*contrôler le financement des syndicats*», comme si ça n'existait pas déjà... On en oublierait presque que M. Le Pen est actuellement devant les tribunaux pour s'expliquer sur des (présumés) détournements de financements européens.

Désormais, [Marine Le Pen prône « la liberté syndicale totale »](#), c'est-à-dire **abattre la loi de représentativité de 2008 et permettre à n'importe qui** (au RN par exemple !) de créer un syndicat, **indépendamment de l'obligation qui lui est faite de respecter les règles républicaines**. Comme l'absence de discrimination... Cette stratégie vise à éliminer les syndicats existants et à faire émerger des syndicats « *autonomes* » qui n'auraient plus à justifier d'une représentativité minimale. Open bar pour l'extrême droite.

Dans une tribune parue le 20 mai 2020 et consultable sur le site du RN, Thibaut de la Tocnaye, membre du bureau du RN, laissait éclater sa haine : « *l'immense majorité des centrales médiatisées profite à fond du système qui les nantit de subventions et de châteaux... Ils sont souvent corrompus (...) toujours gavés grâce à l'argent, parfois sale* » Ces affirmations gratuites et calomnieuses ne reposent sur aucun argument. **Mais si on parle d'argent sale, parlons alors de la condamnation de Marine Le Pen en 2020 pour «escroquerie», et du RN pour «[recel d'abus de biens sociaux](#)».**

Toujours le 20 mai 2020, dans un communiqué accessible sur le site du RN, Thibaut de la Tocnaye ajoutait « *Le premier gouvernement patriote qui voudra rétablir, dans le sillage de Marine Le Pen à la présidence en 2022, un réel dialogue social et qui souhaiterait susciter l'émergence de*

syndicats authentiquement représentatifs de l'ensemble des salariés, cadres et patrons dans tous les secteurs et dans tous les types d'entreprises publiques et privées, devra au plus vite et en début de mandat ramener le seuil minimal d'audience à 3% ou même à 1%. L'objectif est de permettre la création de nouveaux syndicats. » **Des nouveaux syndicats regroupant salariés, cadres et patrons... on en salive d'avance.**

La messe est dite. Le FN/RN n'a pas abandonné son fantasme d'une société sans lutte des classes, sans syndicat de salariés, sans droit de grève. Une société où les syndicats enfin domestiqués seraient en phase avec les « valeurs » du FN/RN et collaboreraient enfin avec le patronat. Des syndicats sans projet de société, soumis à l'autorité patronale, de parfaits collaborateurs.

Nous pouvons tous en être certains : si le RN parvient un jour au pouvoir en France ou en Europe, la CGT et ses militants seront une de ses premières cibles.

Michel Audiard, brillant dialoguiste bien connu, disait « voter à droite c'est soit pour préserver la société, soit pour écraser l'ouvrier ». Alors, voter pour l'extrême droite, devinez...

Lire toutes les fiches

